

# LE BOUCLIER EUROPÉEN DE LA DÉMOCRATIE : FEUILLE DE ROUTE POUR SE PROTÉGER DES DÉSTABILISATIONS ÉTRANGÈRES

JANVIER 2026

Certains perçoivent la démocratie comme une menace et déploient des techniques de déstabilisation afin de l'affaiblir. L'Union européenne et les États membres sont devenus la cible privilégiée de ces attaques qui prennent notamment la forme de campagnes de manipulation et désinformation en ligne. Afin de se protéger et de défendre les valeurs démocratiques, la Commission européenne a publié le mois dernier une Communication instituant un Bouclier européen de la démocratie.



## La démocratie est la pierre angulaire de l'Union européenne

La démocratie est un principe fondateur de l'Union européenne et une condition essentielle à sa stabilité, sa sécurité et sa prospérité. Face à des pressions croissantes, tant internes qu'externes, notamment des stratégies d'ingérence visant à exploiter les divisions et les fragilités des sociétés européennes, la Commission européenne a présenté, en novembre dernier, le **bouclier européen pour la démocratie**. Cette initiative vise à renforcer la résilience démocratique de l'Union européenne en s'articulant autour de trois priorités : **préserver l'intégrité de l'espace d'information** en renforçant la capacité de réponse aux menaces, le **soutien aux institutions démocratiques et aux médias indépendants**, et le **renforcement de l'engagement citoyen**.

La manipulation de l'information et les campagnes de désinformation ont pour objectif de fragiliser la confiance du public, tant dans l'écosystème informationnel que dans les institutions démocratiques. Elles s'appuient largement sur le développement et la diffusion de nouvelles technologies. Ces stratégies reposent fréquemment sur des **comportements inauthentiques** : création de **faux comptes**, recours à des dispositifs d'**amplification automatisée** fondés sur l'intelligence artificielle ou des réseaux de bots, mais aussi multiplication d'**interactions artificielles** destinées à donner l'illusion d'un soutien ou d'un rejet massif. Ces opérations coordonnées, souvent intégrées dans des campagnes plus larges, sont de plus en plus sophistiquées. Viginum, le service de l'État français chargé de détecter et d'analyser les opérations de manipulation de l'information orchestrées par des acteurs étrangers, a pu examiner plusieurs campagnes, parmi elles, figurent notamment Storm 15-16 et UN-notorious BIG,

## La préservation de l'intégrité de l'espace informationnel



Pour répondre à ces défis, l'Union européenne dispose de plusieurs instruments juridiques et politiques. Le Digital Services Act (DSA), impose aux très grandes plateformes en ligne (comme les moteurs de recherche ou les réseaux sociaux) de **réduire les risques systémiques** notamment « tout effet négatif réel ou prévisible sur le discours civique, les processus électoraux et la sécurité publique ». Dans le cadre du DSA, le code de conduite contre la désinformation recense les engagements pris par les plateformes en ligne, les vérificateurs de faits et d'autres organisations de la société civile pour lutter contre la désinformation. Le règlement sur l'Intelligence Artificielle (IA Act) instaure des **obligations de transparence** pour les systèmes d'IA, comme l'identification de contenus générés ou manipulés artificiellement. Le Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) a élaboré une FIMI Toolbox construite sur une approche qui englobe toute la société. Il est aussi à l'origine de EUvsDisinfo qui identifie et documente les campagnes de désinformation touchant l'UE, ses États membres et son voisinage. Une analyse du réseau des opérations d'influence a par exemple été effectuée en 2025. Enfin, depuis 2020, l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) sert de plateforme de mise en relation permettant à une de vérificateurs de faits, de chercheurs et d'autres parties prenantes de collaborer

Avec le bouclier européen de la démocratie, la Commission européenne veut aller plus loin et rendre l'action de l'UE plus efficace en renforçant notamment les instruments vus précédemment. Dans le cadre du DSA, **un protocole pour les incidents et les crises** permettra de faciliter la coordination entre les autorités compétentes et de réagir plus rapidement face à des **opérations informationnelles de grande ampleur et potentiellement transnationales**. La création d'un **cadre commun de soutien à la recherche** renforcera la connaissance sur le sujet : il soutiendra le suivi des campagnes de manipulation de l'information et la création d'outils facilitant la détection de contenus manipulés par l'IA. La Commission soutiendra également la création d'un **réseau européen de vérificateurs de faits** qui reposera sur des normes éthiques élevées et permettra une **vérification dans toutes les langues officielles de l'UE**.

## La création d'un centre pour la résilience démocratique



L'annonce de la création de ce centre a suscité certaines critiques, allant jusqu'à le qualifier de « ministère de la Vérité orwellien », voire à lui prêter le pouvoir de décider de ce qui serait vrai ou faux. Ces affirmations ne correspondent toutefois pas à la réalité du projet. Le centre n'a ni vocation à surveiller ou analyser les contenus publiés par les citoyens européens, ni à déterminer la véracité de l'information.

Son objectif est avant tout opérationnel : il s'agit de **structurer et de renforcer la coopération entre des acteurs déjà existants**, au niveau national comme européen. Le centre prendra ainsi la forme d'un **réseau de structures volontaires**, destiné à favoriser le partage d'informations, la coordination et la montée en compétences face aux menaces pesant sur les processus démocratiques.

Au niveau national, certains États membres sont déjà dotés de structures dédiées. En France, **Viginum** étudie les ingérences numériques étrangères, en Suède, **l'Agence de défense psychologique** s'intéresse aux **influences informationnelles externes**. Au niveau européen, le **système d'alerte rapide**, créé en 2018, est une plateforme numérique spécialisée qui permet aux institutions et aux États membres d'échanger des informations sur les campagnes de manipulation et de désinformation. En période électorale, les **tables rondes DSA** permettent un dialogue ouvert sur ces sujets entre les autorités de régulations et les acteurs des services numériques comme les plateformes de réseaux sociaux.

Le centre pour la résilience démocratique sera déployé progressivement sur la **base de la participation volontaire des États membres**. Il pourra associer des **pays candidats et des candidats potentiels** dans le cadre de l'engagements avec les partenaires internationaux.

Le centre proposera des activités de formation et s'appuiera également sur une plateforme de parties prenantes pour des acteurs indépendants et non institutionnels (chercheurs universitaires, organisations de la société civile ...).

## Renforcer l'intégrité des processus électoraux et la résilience des médias



L'organisation et le déroulement des élections **relèvent de la compétence des États membres**. Au niveau européen, il existe une coopération renforcée pour faire face aux risques électoraux : il s'agit du **réseau européen de coopération en matière d'élection**. Celui-ci regroupe 27 autorités nationales et met à disposition des outils communs tels que la **matrice de gestions des risques pour les élections**. Depuis les années 2010, la **cybersécurité est devenue un enjeu central des processus électoraux**, comme l'ont montré le piratage lors de la présidentielle française de 2017 et les cyberattaques visant des sites de partis politiques aux Pays-Bas lors des élections européennes de 2024. En réponse, l'UE a développé un cadre juridique en matière de cybersécurité : la **directive NIS2** et le **Cyber Resilience Act** protègent les infrastructures électorales afin de garantir des élections libres et équitables. Par ailleurs, la Commission prévoit de compléter sa boîte à outil du Digital Services Act spécifiquement pour les périodes électorales.

La résilience des médias indépendants constitue également un pilier de la démocratie. La **protection des journalistes** occupe un point central du bouclier européen de la démocratie notamment à travers la **mise à jour de la recommandation sur leur sécurité**. Les **procédures-bâillons** (SLAPP – Strategic Lawsuit Against Public Participation) font par ailleurs l'objet d'une attention particulière : la **recommandation anti-SLAPP** sera révisée et accompagnée d'un événement de haut niveau destiné à sensibiliser aux risques que ces pratiques font peser sur la liberté d'expression.

## Renforcer la résilience sociétale à l'ère numérique



L'UE **renforce la démocratie** en soutenant à la fois **l'éducation** et la **participation citoyenne**. L'éducation aux médias est **renforcée** par des programmes adaptés à tous les âges, des réseaux d'experts et des outils pratiques pour les écoles et les communautés. L'utilisation de la **Civic tech et de l'IA participative est promue dans le bouclier européen pour la démocratie** dans le but de permettre à chacun de contribuer à une démocratie plus inclusive et mieux informée. Le numérique doit être utilisé **pour renforcer la participation citoyenne**, par exemple en développant des plateformes locales ou des outils d'IA pour permettre à chacun de s'exprimer et de contribuer aux décisions. La Commission **organisera un hackathon Civic tech** pour présenter des projets innovants et créera un **hub européen** centralisant informations, ressources et outils pratiques pour les citoyens et les collectivités.



L'UE soutient les priorités du Bouclier européen pour la démocratie grâce à des financements au titre de plusieurs programmes pertinents, tels que «**Europe numérique**», «**Europe Creative**», «**Horizon Europe**» ou le programme «**Citoyens, égalité, droits et valeurs**».

La Commission a proposé un certain nombre de programmes visant à contribuer aux priorités démocratiques dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel (CFP)

## ALLER PLUS LOIN

- 🕒 [Consulter la page dédiée au bouclier européen pour la démocratie](#)
- 🕒 [Communication sur le Bouclier européen pour la démocratie](#)
- 🕒 [Stratégie de l'UE pour la société civile](#)
- 🕒 [Eurobaromètre spécial 568 « Protéger et promouvoir la démocratie »](#)

